



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 41 – Du 29 octobre au 4 novembre 2021

En bref

Afghanistan : Programme « moyens de subsistance contre travail ». Fonds onusien d'affectation spéciale pour des transferts de fonds aux Afghans.

Bangladesh : Prêt de 150 M USD de la BASD pour soutenir les MPME. Dhaka demande 6 Mds USD à la Banque mondiale pour l'aide au développement. 2^{ème} réunion du comité de négociation de l'accord commercial préférentiel avec le Sri Lanka. Le Sommet sur le commerce et l'investissement s'achève sur un potentiel d'investissement estimé à 1,2 Md USD.

Bhoutan : Sept nouveaux points d'entrée pour les marchandises entre l'Inde et le Bhoutan. La dette publique atteint 127,4% du PIB à fin septembre. Forte augmentation des prix des carburants. Proposition visant à réduire la durée de la quarantaine pour les touristes à 7 jours d'ici décembre et à 3 jours d'ici janvier.

Inde : *Indicateurs macro-économiques :* Augmentation de la production des huit industries essentielles de 16,6% au T1 2021/22. Hausse des indices PMI. Augmentation du chômage dans les campagnes. Diminution des droits d'accise sur le pétrole et le diesel. *Politique monétaire :* Mandat renouvelé du gouverneur de la RBI. *Secteur bancaire :* Accélération de la croissance du crédit à 6,8% en septembre. *Finances publiques :* Le déficit du gouvernement central atteint 35% de la cible à la moitié de l'exercice. Collecte record de GST de 1 300 Mds INR en octobre. *Autres informations :* Près de 30% des Indiens dépourvus de toute assurance santé. Prêt de la BASD de 250 M USD pour soutenir l'*India's National Industrial Corridor Development Program* (NICDP). Contraction de l'économie informelle selon une étude de la SBI. La demande de travail dans le cadre du MGNREGA en diminution depuis juillet.

Maldives : Révision à la hausse de la notation souveraine par Fitch.

Népal : Seulement 84 000 touristes étrangers au terme des dix premiers mois de l'année.

Pakistan : Grands indicateurs. Le FMI obtiendrait un renforcement de l'indépendance de la Banque centrale. Suspension de livraison de GNL par deux sociétés de trading. Financement de nouveaux achats de GNL menacés par la pénurie de devises. Possible déréglementation en urgence du marché du gaz. Réouverture des centrales électriques au fioul lourd.

Sri Lanka : Forte poussée de l'inflation au mois d'octobre. Renforcement de la conversion obligatoire des recettes à l'exportation. Appel à projets dans les énergies renouvelables. Don européen supplémentaire de 2 M EUR contre le Covid-19.

Afghanistan

Programme « moyens de subsistance contre travail »

Le programme, lancé par le gouvernement provisoire, sera destiné aux personnes déjà au chômage les plus exposées au risque de famine pendant la période enneigée et qui acceptent de réaliser des travaux sans être rémunérées. Il sera déployé dans les principales villes et devrait employer 40 000 hommes dans la seule capitale. Les ouvriers qui travailleront dans le cadre du programme seront chargés de creuser des canalisations et d'amener l'eau des collines vers des zones d'épandage afin de répondre aux besoins d'eau pour les municipalités.

S'il fonctionne comme prévu, ce programme d'urgence qui s'étalera de décembre à janvier devrait permettre d'encadrer la distribution de 66 000t de blé dans les six principales villes d'Afghanistan, dont 11 600t de blé dans la capitale. Le communiqué du gouvernement provisoire taliban ne précise pas si le blé provient des stockages afghans ou s'il doit parvenir en Afghanistan dans le cadre du Programme Alimentaire Mondial de la FAO.

Fonds d'affectation spécial pour des transferts de fonds aux Afghans

Les Nations Unies ont annoncé avoir mis en place un fonds d'affectation spécial pour fournir directement aux Afghans les liquidités dont ils ont un besoin urgent grâce à un système exploitant les fonds des donateurs gelés depuis la prise de contrôle des talibans en août. Achim Steiner, administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a déclaré que l'Allemagne avait promis 50 M EUR (58 M USD) au fonds et qu'elle était en contact avec d'autres donateurs pour mobiliser des ressources.

Environ 97 % des ménages afghans pourraient vivre en dessous du seuil de pauvreté d'ici la mi-2022, selon le PNUD. Kanni Wignaraja, directeur du bureau régional du PNUD pour l'Asie-

Pacifique, a déclaré que de l'argent serait fourni aux travailleurs afghans dans le cadre de programmes de travaux publics, tels que les programmes de lutte contre la sécheresse et les inondations, et des subventions accordées aux micro-entreprises. Un revenu de base temporaire serait versé aux personnes âgées et handicapées vulnérables. Pour rappel, le PNUD a chiffré les besoins à couvrir au cours des 12 premiers mois à environ 667 M USD.

Bangladesh

Prêt de 150 M USD de la BAsD pour soutenir les MPME

La Banque asiatique de développement (BAsD) a annoncé un soutien supplémentaire de 150 M USD pour faciliter la reprise post-Covid via le soutien aux MPME des industries en difficulté. Les fonds seront débloqués dans le cadre du "Programme de soutien à la création d'emplois à petite échelle" de la BAsD.

Le gouvernement aura recours aux banques commerciales et aux institutions financières pour prêter de l'argent aux MPME. Pour rappel, le Conseil d'administration de la BAsD avait approuvé en septembre un prêt de 250 M USD pour soutenir la reprise économique des MPME à la suite de la pandémie de Covid-19.

Dhaka demande 6 Mds USD à la Banque mondiale pour l'aide au développement

Le Bangladesh a sollicité 6 Mds USD d'aide étrangère de la Banque mondiale dans le cadre du prochain programme triennal d'aide au développement. À l'heure actuelle, la Banque mondiale soutient financièrement et techniquement ses pays membres dans le cadre du programme IDA-19 en cours, qui prendra fin au cours de l'exercice 2022. Le Bangladesh a déjà reçu la confirmation de prêts et de dons de plus de 3 Mds USD de la Banque mondiale et devrait recevoir plus de 1 Md USD jusqu'en juin 2022 dans le cadre du programme IDA-19 en cours.

La 2^{ème} réunion du comité de négociation de l'accord commercial préférentiel avec le Sri Lanka a eu lieu à Dhaka mardi

La deuxième réunion du comité de négociation de l'accord commercial préférentiel (*preferential trade agreement – PTA*) s'est tenue mardi à Dhaka, où le texte de l'accord, les règles d'origine et les modalités de concession tarifaire ont été discutés.

Sri Lanka devrait bientôt envoyer une liste de souhaits sur les produits pour lesquels il veut une exemption tarifaire. Dhaka en discutera dans le cadre d'une consultation avec les intervenants et fera savoir à Colombo combien d'exemptions tarifaires peuvent être accordées et sur quels produits. En parallèle, la Commission tarifaire du Bangladesh procède au même exercice, la liste est en préparation et aucune consultation des parties prenantes à ce sujet n'a encore eu lieu.

Pour rappel, Dhaka et Colombo ont ouvert les négociations sur le PTA après la visite du Premier ministre sri-lankais Mahinda Rajapaksa au Bangladesh en mars dernier. La première réunion a eu lieu en avril pour établir un plan d'action sur la manière de faire avancer l'initiative et des comités de négociation commerciale y ont été formés.

Le Sommet sur le commerce et l'investissement s'achève sur un potentiel d'investissement estimé à 1,2 Md USD

L'édition 2021 du Sommet du commerce et de l'investissement au Bangladesh, qui s'est déroulé sur sept jours, s'est conclue sur une promesse d'investissement de 1,2 Md USD de la part d'entreprises étrangères pour le Bangladesh. L'événement, organisé conjointement par le ministère du Commerce et la Chambre de commerce et d'industrie de Dhaka (DCCI), s'est tenu du 26 octobre au 1^{er} novembre.

Dans le rapport final du sommet de sept jours, le président de la DCCI a informé que 552 entreprises locales et étrangères de 38 pays ont participé à 369 sessions interentreprises (B2B) où l'intérêt potentiel pour l'investissement était de 1,2 Md USD. Le président de la DCCI a déclaré que 20 entreprises de 13 pays ont manifesté leur intérêt pour des *joint-ventures*.

Bhoutan

Sept nouveaux points d'entrée pour les marchandises entre l'Inde et le Bhoutan

L'Inde et le Bhoutan se sont accordés sur l'ouverture de sept nouveaux points d'entrée et de sortie des marchandises. Cette décision s'inscrit dans la volonté des deux pays d'accroître leur commerce bilatéral et a été prise au niveau du secrétaire d'Etat au commerce (*Commerce Secretary*) à l'occasion d'une rencontre entre les secrétaires d'Etat indien et bhoutanais. Le commerce bilatéral est passé de 745 M USD en 2015 à 1,1 Md USD en 2020.

La dette publique atteint 127,4% du PIB à fin septembre

Selon le rapport trimestriel sur la situation de la dette publique à la fin de septembre, la dette publique totale représentait 127,4 % de l'estimation du PIB pour l'exercice 2021/22. La dette publique totale s'élevait à 240,9 Mds BTN en septembre de cette année, contre 238,4 Mds BTN en juin à la fin de cette année.

Le rapport indique que la dette hydroélectrique s'élève à 161,7 Mds BTN, ce qui représente 73,5 % de la dette extérieure et 85,5 % du PIB estimé pour l'exercice 2021/22. Le stock de la dette hydroélectrique comprend le stock de la dette de six projets hydroélectriques, à savoir le MHPA, Puna-I, Puna-II, Nikachu, Dagachu et Basochu. La dette hors hydroélectricité s'élevait à 58,2 Mds BTN, représentant 26,5 % de la dette extérieure totale et 30,8 % du PIB estimé pour l'exercice 2021/22. La dette hors hydroélectricité représente 30,8 % du PIB, inférieure au seuil maximal de 35 % prescrit par la Politique sur la dette publique de 2016.

Au 30 septembre 2021, la dette libellée en INR représentait 70,2 % de la dette extérieure totale, dont 95,5 % liée au secteur hydroélectrique. Le gouvernement indien reste le plus grand créancier du pays avec 70 % de la dette extérieure du Bhoutan, suivi de la Banque asiatique de développement (14 %) et la Banque mondiale (12 %).

Forte augmentation des prix des carburants

Les prix à la pompe atteignent un niveau record de 86,28 BTN le litre d'essence et 82,93 BTN le litre de diesel à Thimphu (respectivement 1,16 et 1,11 USD), soit une augmentation de 89,9 % et 118,9 % respectivement par rapport à mai 2020, alors qu'un litre d'essence coûtait 45,43 BTN et qu'il fallait compter 37,88 BTN pour un litre de diesel.

Le Bhoutan subit l'augmentation des cours mondiaux des hydrocarbures, ainsi que l'inflation des prix des carburants en Inde, son principal partenaire commercial. En Inde, sur le seul mois d'octobre, les prix ont augmenté à 22 reprises (+6,4% en moyenne pour le litre d'essence dans les capitales des dix principaux Etats fédérés et +7,8% pour le litre de diesel). Pour rappel, le Bhoutan a signé un protocole d'accord avec l'Inde pour réviser les prix du carburant le premier et le 16 de chaque mois, en cas de changement de prix.

La hausse des prix du carburant a un effet en cascade sur les prix globaux des matières premières en raison des coûts de transport plus élevés. Un coût de la vie plus élevé tend à réduire le revenu réel, tandis que les taux de chômage et de pauvreté augmentent.

Proposition visant à réduire la durée de la quarantaine pour les touristes à 7 jours d'ici décembre et à 3 jours d'ici janvier

Le mardi 26 octobre, plus de 50 voyageurs ont assisté à une réunion avec le *Tourism Council of Bhutan* (TCB), afin de discuter de l'ouverture du tourisme dans le pays. Le plan proposé serait de réduire la quarantaine à l'arrivée pour les touristes, actuellement de 21 jours, à 7 jours d'ici décembre et 3 jours d'ici janvier 2022, à moins qu'il n'y ait un changement radical de la situation sanitaire. Cette proposition du TCB a été soumise au Groupe de travail national sur la COVID-19.

Pour rappel, le tourisme est le premier secteur pour les IDE entrants (42% en 2020), il est le deuxième secteur contributeur au PIB et représenterait 50 000 emplois directs. C'est pourquoi l'impact du Covid-19 a été encore plus

marqué dans les villes, où 40% des ménages vivent du tourisme et du commerce.

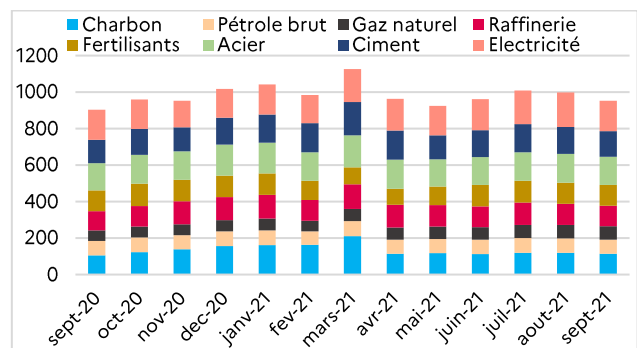
Inde

Indicateurs macro-économiques

Augmentation de la production des huit industries essentielles de 16,6% au T1 2021/22

La production des huit industries essentielles (charbonnières, de pétrole brut, de gaz naturel, de fertilisants, les raffineries, aciéries, cimenteries et centrales électriques), mesurée par l'*Index for Eight Core Industries* a augmenté de 16,6% en glissement annuel au premier trimestre de l'exercice 2021/22. La production avait, au T1 2020/21, décliné de 14,5% et de 6,4% pour tout l'exercice 2020/21. L'ensemble de ces industries compte pour 40,3% de l'Indice de Production Industrielle (IIP). Elles voient leur production augmenter au T1 : +11,7% en g.a. pour le charbon, +22,1% en g.a. pour le gaz naturel, +35% pour l'acier, +37,7% pour le ciment et +12,7% pour l'électricité ; à l'exception de la production de pétrole brut qui diminue de 2,9%. Ces chiffres sont de bon augure pour la reprise de l'économie et montrent l'impact relativement limité de la 2^{ème} vague de Covid-19, survenue en mars 2021.

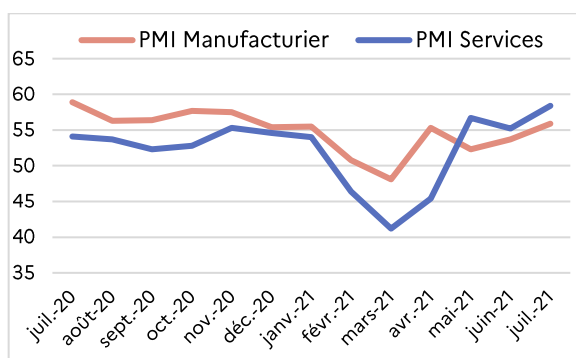
Index of Eight Core Industries (chiffres officiels)



Hausse des l'indices PMI

L'indice PMI manufacturier atteint 55,9 en octobre contre 53,7 en septembre et 58,9 en octobre 2020. Les industries ont intensifié leur production dans l'attente de la hausse de la consommation pour les fêtes. Bien qu'il s'agisse du 4^{ème} mois d'expansion de l'indice, ce dernier reste inférieur aux 57,5 enregistrés en février, avant la deuxième vague de Covid-19.

Pour ce qui est des services, l'indice PMI est passé de 55,2 en septembre à 58,4 en octobre, soit une hausse de 5,8%, la plus importante croissance de l'indice depuis plus de 10 ans. Il s'agit du 3^{ème} mois d'expansion de l'indice des services.



Augmentation du chômage dans les campagnes

Selon les chiffres du think tank *Centre for Monitoring Indian Economy* (CMIE), le chômage est passé de 6,86% septembre à 7,75% en octobre. Cette hausse est essentiellement due à l'augmentation du chômage rural, de 6,06% en septembre à 7,91% en octobre alors que le chômage urbain s'est résorbé de 7,38% en septembre à 8,62% en octobre. Considérant l'importance du travail informel dans le pays (près de 80% de la population serait concernée), ces chiffres sont à prendre avec précaution. Toutefois ils pourraient refléter l'arrêt des emplois saisonniers ruraux liés à la mousson et l'augmentation du chômage rural pourrait être prochainement contrebalancée par les créations d'emplois urbains consécutives à la reprise de la consommation et des fêtes de novembre.

Diminution des droits d'accise sur le pétrole et le diesel

Le gouvernement central a finalement décidé de diminuer les droits d'accise sur le pétrole et le diesel de respectivement 5 INR et 10 INR par litre, dans le but de modérer l'inflation et soutenir la consommation. L'impact de cette réduction sur les finances publiques devrait être de 435 Mds INR (5,8 Mds USD soit 2,8% des recettes fiscales budgétées pour 2021/22). A la suite de cette décision, plusieurs gouvernements fédéraux à majorité BJP (le parti au pouvoir) ont également réduit leurs taxes sur les carburants, jusqu'à -12 INR/L pour le pétrole et -17 INR/L pour le diesel dans l'Etat de Goa.

Ces décisions devraient s'accompagner dans les prochains jours d'une diminution des prix à la pompe selon les estimations officielles. L'opposition critique cette mesure comme trop légère, tardive et purement électorale. En effet entre avril et septembre (premier trimestre de l'exercice 2021/22) la collecte de ces droits d'accise sur les carburants avait augmenté de 33% en glissement annuel, passant de 1280 Mds INR au T1 2020/21 à 1710 Mds INR au T1 2021/22. Par rapport au niveau enregistré avant la pandémie, au T1 2019/20, l'augmentation est de 79%. Les droits d'accise sur le pétrole eux-mêmes ont augmenté de 64,7% l'année dernière à la suite de la chute des cours. Mais alors que ces derniers remontaient, les droits sont restés à l'identique.

Pour rappel, lors de l'introduction de la GST en 2017, seuls le pétrole, le diesel, le gaz et le kérosène sont restés sous le régime des droits d'accise tandis que tous les autres produits ont été assujettis à la GST.

		Prix/ L avant réduction	Prix/L après réduction
Delhi	Pétrole	110,04	103,97
	Diesel	98,42	86,67
Bombay	Pétrole	115,85	109,98
	Diesel	106,62	94,14

Politique monétaire

Mandat renouvelé du gouverneur de la RBI

Le mandat du 25^{ème} gouverneur de la RBI Shaktikanta Das a été renouvelé pour trois ans supplémentaires. M. Das, 64 ans, a été nommé gouverneur de la RBI en 2018. Diplômé en histoire, il a débuté sa carrière dans l'administration indienne en 1980 et a occupé plusieurs postes au Tamil Nadu dans différents départements : recettes foncières, protection des consommateurs, fourniture alimentaire et finance. En 2008, il rejoint le ministère des Finances en tant que *Joint Secretary* au sein du département des affaires économiques. Il a été ensuite promu au poste d'*Additional Secretary* au DEA (Department of Economic Affairs). En 2013, il a conduit à Paris la délégation indienne lors du premier dialogue économique et financier franco-indien. Entre août 2015 et mai 2017, il occupe la fonction d'*Union Economic Affairs Secretary* et en 2017 il est nommé membre de la 15^{ème} Commission des Finances et Sherpa indien au G20.

Secteur bancaire et financier

Accélération de la croissance du crédit à 6,8% en septembre

Selon les [chiffres](#) de la Banque centrale (RBI), le crédit croît de 6,8% en septembre 2021 contre une hausse de 5,1% un an auparavant. Dans le détail, toutes les catégories sont en expansion et le crédit croît plus rapidement qu'en septembre 2020, à l'exception du crédit accordé aux activités de services. En effet, la décélération de +9,2% en septembre 2020 à +0,8% en septembre 2021 s'explique principalement par la chute du crédit accordé par les NBFC (institutions financières non bancaires, majoritairement des institutions de financement immobilier ou des institutions financières publiques et instituts de microfinance) aux activités de commerce, de tourisme et d'hôtellerie. A noter néanmoins l'accélération de la croissance du crédit aux activités de transport maritime. Enfin la reprise de la consommation se reflète également dans la hausse des crédits accordés à l'achat de biens

durables (+14,9% en septembre 2020 contre +40% en septembre 2021).

Croissance du crédit (%) en g.a.	Sept. 2021	Sept. 2020	Crédit aux services (%)	Sept. 2021	Sept. 2020
Totale	6,8	5,1	Opérateurs de transport	3,3	5,2
Agriculture	9,9	6,2	IT	3,3	7,0
Industrie	2,5	0,4	Tourisme, hôtellerie,	1,4	24,1
Grandes entreprises	-1	-0,2	Transport maritime	45,3	-14,5
Moyennes entreprises	49	17,5	Aviation	7,2	4,7
PME	9,7	-0,1	Commerce :	4,5	14,9
Services	0,8	9,2	de gros	7,3	29,1
Particuliers	12,1	8,4	de détail	1,8	3,8

Finances publiques

Le déficit du gouvernement central atteint 35% de la cible à la moitié de l'exercice

A l'issue du premier semestre de l'exercice (avril-mars), le déficit budgétaire brut du gouvernement central a atteint 35% de la cible budgétée pour 2021/22. Le déficit représente alors 5 300 Mds INR (70,9 Mds USD), contre 9 100 Mds INR en septembre 2020. A cette date, sous l'effet de la crise provoquée par la pandémie, le déficit dépassait la cible de 14,8%. Les dépenses publiques ont augmenté de 9,9% en glissement annuel au S1 2021/22 à 16 300 Mds INR et les recettes de 94% en g.a. à 10 992 Mds INR.

Mds INR	% cible S1 20/21	Cible 21/22	S1 21/22	% cible
Recettes fiscales	28,0%	15454	9207	59,6%
Recettes non-fiscales	23,9%	2430	1604	66,0%
Recettes totales	25,2%	19764	10992	55,6%
Dépenses courantes	49,9%	29291	13967	47,7%
Investissements	40,2%	5541	2294	41,4%
Dépenses totales	48,6%	34832	16260	46,7%
Déficit public	114,8%	15068	5269	35,0%

Collecte record de GST de 1300 Mds INR en octobre

La collecte de GST a atteint pour le mois d'octobre le record de 1300 Mds INR (17,4 Mds USD), le second point le plus haut depuis l'instauration de la taxe en 2017. La collecte augmente ainsi de 24% en glissement annuel et de 36% par rapport à octobre 2019, avant la pandémie. Ces chiffres témoignent non seulement de la reprise de la consommation mais également de la mise en œuvre de plus en plus efficace de la GST, déjà observée avec le record de collecte d'avril dernier de 1420 Mds INR. A noter que selon les autorités, la collecte du mois d'octobre aurait pu pâtir de la pénurie de semi-conducteurs ayant affecté les ventes de véhicules.

Autres informations

Près de 30% des Indiens dépourvus de toute assurance santé

Selon un rapport du think tank NITI Ayog, près de 30% de la population ne disposerait d'aucune couverture au titre de l'assurance maladie. Les programmes de sécurité sociale de base *Ayushman Bharat* ou *Pradhan Mantri Jan Arogya Yojana* (AB-PMJAY), lancés en septembre 2018 couvrent 50% de la population alors que 20% de celle-ci est couverte par des assurances privées. La non-couverture de 30% de la population s'expliquerait par les lacunes des programmes AB-PMJAY et des chevauchements entre les régimes. NITI Ayog suggère au gouvernement d'étendre les programmes existants, de réguler le secteur des assurances santé pour améliorer la confiance des consommateurs et la collecte de données et ainsi réduire l'asymétrie d'information et les coûts pour les assureurs.

Prêt de la BASD de 250 M USD pour soutenir l'India's National Industrial Corridor Development Program (NICDP)

La Banque asiatique de développement a approuvé un prêt de 250 M USD à l'Inde pour soutenir le NICDP. Il s'agit du premier versement d'un prêt total de 500 M USD pour développer les 11 corridors industriels répartis dans 17 Etats.

Le NICDP a pour objectif d'établir des *hubs* industriels de classe mondiale, soutenus par des agglomérations urbaines efficaces et une connectivité multimodale (ports, aéroports, et infrastructures inclusives, résilientes et durables).

Contraction de l'économie informelle selon une étude de la SBI

Selon un rapport de la *State Bank of India*, la première banque du pays, la part de l'économie informelle dans le PIB serait passée de 52,4% en 2017/18 à un niveau compris entre 15 et 20% en 2020/21. Cette contraction est imputable à l'établissement de la GST mais aussi à l'essor du numérique et de l'ubérisation (*gig economy* ou économie de plateformes et de travailleurs indépendant). La part de l'économie informelle dans le PIB était de 53,9% en 2011/12. Enfin, toujours selon le rapport, près de 13 000 Mds INR (174 Mds USD) sont passés dans l'économie formelle ainsi que 3,7 M d'emplois.

La demande de travail dans le cadre du MGNREGA en diminution depuis juillet

La demande de travail dans le cadre du programme *Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Act* a atteint en octobre son plus faible niveau depuis 21 mois, avec 26 M de personnes. Ce résultat peut être considéré comme la résultante de la reprise de l'activité dans les zones urbaines et du retour des travailleurs migrants, qui étaient rentrés dans leur village à l'annonce des différents confinements.

Mais cela peut aussi s'expliquer par le manque de fonds auquel fait face le programme. Il présente en effet un solde négatif de 8,8 Mds INR et près de 100 Mds INR (1,3 Mds USD) de salaires en souffrance. 21 Etats et deux Territoires de l'Union auraient déjà épuisé les fonds accordés par l'Etat central pour 2021/22. Ces difficultés financières résultent de la réduction du budget consacré au MGNREGA, il est passé de 1110 Mds INR en 2020/21 à 730 Mds INR annoncés pour 2021/22.

Maldives

Révision à la hausse de la notation souveraine par Fitch

Le 28 octobre, l'agence Fitch Ratings a revu la note de la dette souveraine à long terme en devises étrangères des Maldives, qui passe de CCC à B-, avec perspective stable. La décision de Fitch repose sur une reprise du tourisme, qui devrait retrouver ses niveaux d'avant-crise en 2023, au-delà des anticipations précédentes, et sur une amélioration des perspectives de refinancement de la dette externe dans les prochaines années, grâce à l'émission réussie de Sukuks (obligations islamiques) en 2021. Fitch projette une croissance de 29,4% cette année (après une chute de 33,5% en 2020), mais note que la combinaison d'une dette publique élevée, de faibles réserves de change et d'une forte dépendance à l'égard du tourisme rend les Maldives vulnérables aux chocs, alors que l'incertitude quant à l'évolution de la pandémie de coronavirus persiste.

Népal

Seulement 84 000 touristes étrangers au terme des dix premiers mois de l'année

Selon les données fournies par l'Office du tourisme du Népal, 84 332 touristes étrangers ont visité le Népal entre janvier et octobre contre près de 230 000 sur l'ensemble de l'année 2020.

Selon les statistiques du ministère de l'Immigration, le nombre de touristes étrangers au Népal avait en effet déjà chuté de plus de 80% en 2020, le plus bas niveau en 34 ans en raison de l'impact de la pandémie, alors que le gouvernement avait fixé l'objectif d'attirer 2 millions de touristes dans le cadre de son plan *Visit Nepal 2020*.

Le tourisme est un secteur important pour l'économie népalaise. Les dépenses des touristes étrangers représentaient 8% du PIB et fournissaient des emplois directs et indirects à 1 million de personnes en 2019, selon le rapport

de recherche du *World Travel and Tourism Council*.

Pakistan

Grands indicateurs

Le déficit courant s'élève à 15,525 Mds USD (contre 7,617 Mds USD en 2020/2021, soit une augmentation de 104%) pour les 4 premiers mois de l'année 2021/2022.

Baisse des réserves de change (4, 3 mois): Le montant consolidé des réserves s'affiche à 17,2 Mrd USD contre 20,4 Mrd USD il y a 1 mois.

Remontée de la roupie: 1 USD 170,46 PKR le 3/11, contre 172,26 PKR pour 1 USD le 28/10.

L'inflation passe de 9% en septembre à 9,2% en octobre (données SBP, en année glissante)

Bonne tenue du PSX: le KSE-100 Index est à 47 032 points le 3/11 (contre 45 499 points le 27/10 et 44 051 points le 12/10)

Le FMI obtiendrait un renforcement de l'indépendance de la Banque centrale

Les négociateurs pakistanais auraient accepté que les trois clauses suivantes portant sur l'indépendance de l'institution et approuvées par le Cabinet malgré des objections de non-conformité constitutionnelle, soient levées : (i) Garantie du caractère irrévocable de la nomination ainsi que l'immunité du Gouverneur et des membres du Directoire ; (ii) mise en place d'un mandat du gouverneur porté à 5 ans renouvelable (contre 3 ans actuellement) ; (iii) Aucune décision d'ordre légal ou réglementaire ne pourra modifier le statut de la Banque centrale sans avoir été validée auparavant par le Directoire de la SBP.

Suspension de livraison de GNL par deux sociétés de trading

L'Italien ENI-trading et la société de trading suisse Gunvor suspendent leurs livraisons de GNL en novembre avec le Pakistan. Les deux sociétés de trading ont préféré rechercher des bénéfices sur le marché spot (qui sont actuellement 35%

au-dessus du cours du Brent) en choisissant de payer des pénalités pour défaut concernant des contrats d'approvisionnement à long terme avec l'importateur public PLL (ENI a un contrat de 15 ans capé à +11,95 % du Brent, tandis que Gunvor avait un contrat de cinq ans capé à 11,63 % de Brent). Les deux livraisons pour lesquelles PLL n'a pas voulu payer un premium, qui concernaient des méthaniers de taille standard (140 000 mètres cubes), étaient attendues pour les 19 et 26 novembre.

Financement de nouveaux achats de GNL menacés par la pénurie en devises

L'importateur PLL avait déjà lancé des appels d'offres correspondant à huit méthaniers – quatre en décembre et quatre en janvier – pour répondre à la demande de pointe en gaz, principalement dans le réseau de Sui Northern Gas Pipelines Ltd – Punjab et Khyber Pakhtunkhwa – avec la date limite du 11 octobre. Aucun soumissionnaire ne s'était présenté du fait des conditions de maintien des prix à 15 jours requises par l'acheteur. Contrainte par la rareté en devises du pays, PLL -qui n'a pas organisé de nouveaux appels d'offres pour ces livraisons-, indique qu'elle pourrait organiser deux appels d'offres concernant ces livraisons manquées d'ici quelques jours.

Possible déréglementation en urgence du marché du gaz

Le gouvernement s'apprête à déréglementer le marché du gaz en urgence afin de rendre possible un investissement qatarien dans un terminal de regazéification de GNL.

Qatar Energy (anciennement Qatar Petroleum) travaille à un projet d'unité fixe de regazéification du GNL d'une capacité de 170 000t dans le Sindh avec deux sociétés impliquées dans la production électriques Lucky (un complexe industriel IPP/cimenterie liée au groupe Yunus Brothers) et Sapphire (une société multi-énergie liée au groupe saoudien Xenel) pour un projet d'une valeur de 450 à 500 MUSD. Le projet à 49% détenu par Qatar Energy et à 51% par les deux sociétés pakistanaises serait en phase d'approbation finale. S'il est approuvé, ce

projet serait le 3^{ème} terminal du pays. Le communiqué de presse ne permet pas de savoir si ce projet s'inscrit dans un projet comportant plusieurs phases. Ce terminal gazier serait le troisième du pays après celui d'Engro et de Gasport.

On notera qu'un autre projet nippon-pakistanaï intégrant Taber Energy et Mitsubishi Trading travaille également à une autre offre entièrement privée, bien qu'elle bénéficie d'un moins grand intérêt de la part des autorités pakistanaises qui sont attachées à impliquer un producteur de gaz dans un projet.

Réouverture des centrales électriques au fioul lourd

Alors que les stocks de fioul de 350 000t ont permis de répondre à la demande du secteur électrique pendant les 15 à 20 prochains jours, la société d'État Pakistan State Oil a lancé des appels d'offres concernant des livraisons de fioul par tanker de 160 000 à 170 000t.

Sri Lanka

Forte poussée de l'inflation au mois d'octobre

Au mois d'octobre, l'inflation globale mesurée par la hausse en glissement annuel du Colombo Consumer Price Index (CCPI) a atteint 7,6%, un niveau record depuis octobre 2017. En septembre, la hausse du CCPI en g.a. était de 5,7%. L'indice passe de 144,1 à 146,9 points (base 2013 = 100) en un mois, soit +1,94%, dont +0,91% attribuable aux produits alimentaires (en hausse de +12,8% en g.a.), et +1,03% aux produits non-alimentaires (en hausse de +5,4% en g.a.). La hausse des prix des matières sur les marchés internationaux, qui a conduit à la levée du plafonnement des prix sur certains produits de base, contribue à cette tendance. L'inflation sous-jacente passe de 5,0% en g.a. en septembre à 6,3% en g.a. en octobre. La Banque centrale s'est fixé pour objectif une inflation contenue entre 4 et 6% en 2021.

Renforcement de la conversion obligatoire des recettes à l'exportation

La Banque centrale a publié le 28 octobre de nouvelles règles requérant de la part des exportateurs de biens et services qu'ils rapatrient et convertissent en roupies sri lankaises la part résiduelle de leurs recettes à l'export en devises étrangères, une fois payées leurs dépenses en devises ayant trait notamment à l'achat de biens et l'obtention de services étrangers, au service de la dette et au remboursement d'emprunts en devises étrangères ainsi qu'aux investissements (dans la limite de 10% de leurs recettes à l'exportation) dans des Sri Lankan Development Bonds.

Les nouvelles règles remplacent l'obligation de conversion de 25% des recettes à l'exportation jusque-là en place. Elles font partie d'un arsenal déployé par la banque centrale pour augmenter le niveau des réserves en devises étrangères.

La mesure a été froidement accueillie par les exportateurs, qui dénoncent un excès de réglementation et les distorsions qu'elle pourrait entraîner, comme le découragement des investissements étrangers ou la surévaluation des importations et sous-évaluation des exportations.

Appel à projets dans les énergies renouvelables

Le gouvernement sri lankais a appelé les parties intéressées à lui soumettre des projets de production électrique d'une capacité supérieure à 50 MW dans le domaine des énergies renouvelables d'une capacité de production supérieure à 50MW. Les contrats seront du type BOO et d'une durée de 20 ans. Toutes les sources de production d'énergies renouvelables sont

éligibles et la localisation des sites de production n'est pas restreinte, bien que 35 sites aient été repérés pour des projets dans l'éolien et le solaire, terrestre et en mer.

Les porteurs de projets ont jusqu'au 16 novembre pour soumettre un « Proposal Submission Document ». Une présélection sera faite sous 30 jours, puis les porteurs de projets retenus devront soumettre une « Request for Proposal » approfondissant leur proposition, avant sélection définitive. Les documents de l'appel à projets sont consultables sur le site de la Sri Lanka Sustainable Energy Authority.

Don européen supplémentaire de 2 M EUR contre le Covid-19

Ce don doit aider le Sri Lanka dans ses efforts pour gérer la pandémie. Fourni par la DG ECHO, il financera des actions de l'OMS dans 74 hôpitaux et de World Vision in Sri Lanka dans 29 centres de soins : fourniture de machines, lits et autres équipement médicaux, de tenues de protection pour les travailleurs de santé, de 100 000 tests antigéniques rapides notamment. Cette aide vient compléter le soutien de 2 M EUR pour le secteur de la santé et celui de 4 M EUR pour l'industrie du tourisme déjà accordés par l'Union à Sri Lanka depuis le début de la crise sanitaire.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Négative	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC	-	C	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international